Roger DUPUY, *La politique du peuple. Racines, permanences et ambiguïté du populisme*, Paris, Albin Michel, 2002, 255 p.

Jean-Clément Martin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/5633>

DOI : 10.4000/ahrf.5633

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2003

Pagination : 200-203

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Jean-Clément Martin, « Roger DUPUY, *La politique du peuple. Racines, permanences et ambiguïté du populisme*, Paris, Albin Michel, 2002, 255 p. », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 332 | avril-juin 2003, mis en ligne le 22 avril 2008, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/5633> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.5633>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2022.

Tous droits réservés

Roger DUPUY, *La politique du peuple. Racines, permanences et ambiguïté du populisme*, Paris, Albin Michel, 2002, 255 p.

Jean-Clément Martin

- 1 Le livre est original par son objectif : traiter des « logiques du peuple » et du populisme, depuis les années de la Révolution jusque vers 1900, après le boulangisme, et par son ton : la réflexion se veut autant méthodologique que politique et entend proposer une autre lecture des mouvements populaires par les professionnels de l'histoire. Annoncée ainsi, l'entreprise n'est pas fréquente ; on ne peut que remercier l'auteur de sa clarté et de son courage pour entamer une telle discussion. Dans une post-face datée des lendemains de « la commotion électorale du 21 avril 2002 » et du « sursaut républicain du 5 mai », Roger Dupuy précise le sens de son livre en estimant que le « vote Le Pen » est un vote protestataire et n'est pas « pour Le Pen ». Refusant de condamner un « aveuglement » des électeurs, de dénoncer les résultats d'une internationale « brune », il fustige les mythifications héritées du Peuple de Michelet, les approches fondées sur les discours des élites parlant du peuple ; il estime qu'il faut d'une part comprendre les logiques d'une authentique politique du peuple, bâtie face à la politisation de la culture moderne, et d'autre part reconnaître une « bassa pulitica » (une politique d'en bas pour reprendre des termes consacrés récemment) incarnée dans des actes radicaux, irrationnels, dépendants de soucis terre-à-terre. En cela il met en doute « la barrière mythique de 1789 » qui parlant du peuple en a fait une catégorie qui ne supporte plus d'être remise en cause. Contre le populisme des élites, pour la reconnaissance d'une authentique « politique du peuple », ce livre qu'il faut bien dire d'humeur entreprend donc une relecture de l'historiographie de la Révolution et du XIX^e siècle.
- 2 Ainsi résumé le propos du livre s'articule en six chapitres composant une argumentation emboîtée. Un premier chapitre propose une lecture de l'historiographie de la Révolution française, jusqu'aux années 1980 en France pour montrer « l'histoire

d'une négation », le peuple sans politique. Le deuxième chapitre, là encore fondé sur l'historiographie française des années 1970 et 1980 met en lumière les tentatives — pas tout à fait abouties selon l'auteur — des historiens pour reconnaître la « politique populaire ». Le troisième chapitre propose, en mêlant histoire, anthropologie, sociologie, une approche des éléments constitutifs de la politique du peuple. Dans cette perspective, les trois chapitres suivants retracent à grands traits ce qui serait une nouvelle lecture de la politique du peuple de la Révolution à 1900. On aura compris que l'auteur privilégie l'interprétation et le débat (voire la polémique) liés à tout essai pour prouver que l'attention n'a pas été correctement portée à la place du peuple et à son rôle politique effectif. Disons d'emblée que la thèse globale peut être suivie en ce qu'elle demande que les professionnels de l'histoire redéfinissent leurs catégories interprétatives du « peuple » et du/de la « politique » en acceptant que la « politique du peuple » est communautariste, verticale, ritualiste ; qu'ils admettent que l'acculturation politique est réciproque et non linéaire ; qu'ils apprécient les compromis noués entre notables, acteurs de la « haute politique » et peuple attendant le respect d'une « basse politique » garantissant la survie quotidienne. En cela le livre est salubre, car nombreux sont ceux qui avaient déjà abordé cette question (Raymond Huard dès 1984) mais sans que cela ne fasse l'objet d'un ouvrage spécifique.

- 3 Reste la critique portée contre nombre d'historiens (de Michelet, Lefebvre, Soboul et Labrousse... jusqu'à Agulhon et Jacquard), qui est forte et à double tranchant. S'il est possible d'approuver une approche historiographique débarrassée de précautions oratoires, qui évoque les grands débats des années 1970 autour des sociétés d'ordre sans tomber dans les conflits idéologiques qui avaient marqué les querelles autour du bicentenaire de la Révolution, le risque de la simplification guette toujours l'imprécateur — qui peut être victime du mécanisme qu'il déclenche. Les critiques sont marquées par une rapidité qui touche à l'injustice : la rupture provoquée par l'étude de la Grande Peur de G. Lefebvre est matricielle, pour prendre une expression devenue ordinaire, même si elle mérite une reconsidération ; M. Agulhon développe une argumentation précise et subtile au fil de ses articles, dégageant une définition de la politique qu'il n'est pas possible de résumer trop simplement. En sens inverse on peut regretter que manquent *La logique des foules* de J. Revel et A. Farge pas cités, M. de Certeau ou M. Foucault (et pêle-mêle Cobb, Sewell, Kaplan, Burstin, Tenneson, Markov, Ado, parmi d'autres). La place des femmes dans le livre pose aussi problème. Elles n'arrivent si l'on peut dire qu'à la page 95, attestant bien leur totale invisibilité jusque-là et elles sont liées à l'oralité, au « rite » selon une perspective qui n'est plus tenable. Les travaux récents les montrent participant à la vie politique, essayant de la changer (D. Godineau ; le colloque de Toulouse dirigé par Y. Kniebielher) ; leur échec (voir Théroigne de Méricourt), comme leur instrumentalisation (ce que vient de démontrer J. Landes dans *Vizualing the Nation*), méritait l'attention.
- 4 Il va de soi qu'aucun livre ne peut tout dire, mais comme dans beaucoup de panoramas, celui-ci oublie des territoires et des enjeux, dont la simple énumération aurait permis de donner une autre impression de la corporation et aurait amené à nuancer l'invisibilité proclamée de la « politique du peuple ». G. Pécout et J. Canal avaient organisé en 1997 un colloque européen consacré précisément à la « politisation des campagnes », paru en 2000 à l'Ecole française de Rome, qui avait déjà posé cette question et donné une palette impressionnante de réponses, attestant de la diversité des critères d'appréciation et interdisant de penser à une solution unique. Pour prendre quelques exemples seulement, il convient de rappeler l'importance du débat à

propos de la « politisation » des masses pyrénéennes qui eut lieu autour du livre de R. Brunet, *Le Roussillon, une société contre l'État* (ce qui évoquait P. Clastres) avec M. Cadé et P. Mc Phee qui présenta une solution évolutive convaincante. Pour comprendre l'articulation entre les formes du politique, une hypothèse serait que dans certaines régions, ouvertes au débat national, les formes d'acculturation politique se seraient surimposées sur les clivages antérieurs, fondant la politique du peuple dans la grande politique ; ailleurs, la discordance demeurerait entre « haute » et « basse » politique. Le Comtat de M. Lapied, les Hautes-terres de V. Sottocasa semblent bien être dans le premier cas, où les divisions catholiques-protestants, notables-peuple, sont rebrassées de force et redistribuées dans le cadre gauche/droite. De ce point de vue, si la « religion populaire » est bien évoquée comme faisant indéniablement partie de cette politique du peuple, le lecteur attendait de voir citer le colloque de Chantilly organisé par B. Plongeron qui avait fourni de nombreux exemples de transaction entre « peuple » et élites (petites et grandes) comme le livre essentiel de T. Tackett consacré au serment des prêtres qui insistait sur le « double lien » entre clercs et ouailles — les paroissiens étant intervenus dans le choix exprimé par leurs intercesseurs religieux. Les conséquences de cet état de fait ne s'arrêtent pas à la Révolution. Si l'échec du soulèvement de la duchesse de Berry en 1832, est rappelé ici brièvement pour attester d'un échec étonnant du populisme de droite, il y a bien là un parti, le légitimisme (ou peut-être plutôt des courants) éminemment populiste, anti-capitaliste, provincialiste, communautariste — dont on peut retrouver les influences à la fin du XIX^e siècle dans l'Ouest notamment, mais aussi dans des régions opposées notamment au premier centenaire de la Révolution et dans les groupes « intégralistes » connus depuis E. Poulat. Dit autrement, il ne suffit pas de citer R. Mousnier et son école ou Y.-M. Bercé sans insister sur ce qui était en jeu — et qui est au cœur du livre — la compréhension des relations verticales de solidarité dans les communautés sociales. Les voies du « peuple » sont donc bien multiples, on ne peut que regretter que le rapport à la nation armée, au bonapartisme soit aussi rapidement présenté au travers de la figure du grognard et du soldat Chauvin. Le livre de G. de Puymège est certes bien venu, mais reste désincarné, quand les travaux de N. Petiteau sur les vétérans montrent à la fois la durée de la reconnaissance sociale et « politique » qui est accordée à ce groupe et les difficultés à en reconnaître les limites et le sens. La politique est diffractée au travers de la gloire, de l'expérience hors des frontières, de l'incorporation de la grandeur nationale dans chacun de ses soldats. C'est dire que le sentiment national a été un point central, mais qu'il fallait comprendre dans sa complexité.

- 5 Aborder cet aspect des choses, c'est enfin regretter que la démonstration de R. Dupuy n'aille pas jusque-là dans son effort salutaire pour repenser les catégories. Le troisième chapitre en effet propose une série de mots clés qui peuvent spécifier cette politique spécifique, empruntée à l'anthropologie (localisme et solidarité, revendication d'autorité et d'égalité, clientélisme, ritualisme, oralité, violence primitive), et qui renvoient bien à des attitudes que l'on peut aisément identifier dans le cours de l'histoire de France. Reste que l'on perd de vue alors ce qui fait la novation révolutionnaire, dans le bouquet qui est noué entre ces attitudes à ce moment, comme dans leur mise en œuvre spécifique par tous les acteurs sociaux. La « politique du peuple » n'est pas une dimension, plus ou moins, anthropologique, si elle existe elle est plus sûrement au carrefour de ces domaines que nous venons d'évoquer. Or les historiens ont depuis une dizaine d'années porté l'attention sur les mécanismes politiques qui ont requalifié le peuple. Ce mot ne trouve dans le livre aucune définition

précise, il est référé aux pauvres, aux exclus du vote, aux ruraux, aux urbains, sans que l'on voit très bien de quoi il s'agit. La difficulté est grande et on ne peut pas reprocher à l'auteur de trancher là où le flou est durable, cependant une solution consistait à prendre en considération ce qui se donnait peuple et ce qui était désigné peuple ; car les acteurs de l'histoire ont pensé également le peuple. Le regard de l'autre fait le peuple, ce que les travaux sur les notions sociopolitiques de J. Guilhaumou ont montré depuis près de vingt ans. Il convenait alors de discuter de « l'économie morale » du peuple, notion introduite depuis longtemps en France, formule qui recouvre à la fois la position politique prise par les élites et les notables envers « le peuple », comme les actions spécifiques du peuple dans la dimension politique. Dans cette perspective dynamique la combinaison des domaines et des interrogations donne davantage de sens à la politique du peuple, qui est trop résumée pour le reste du XIX^e siècle dans le populisme. Reste que, sur le fond, cet essai a le mérite d'ouvrir un débat important qui est d'une actualité brûlante et qui entraînera des réappréciations des termes.